

Guerre en Ukraine: propagande et histoire

OPINION

La guerre de la Russie contre l'Ukraine, n'a pas débuté en 2022. Cette guerre est menée depuis bien plus longtemps non seulement sur le terrain, dans le Donbass depuis 2014, mais aussi dans les esprits car c'est une guerre de propagande et de l'histoire qui illustre la vision du Kremlin et qui remet totalement en cause la légitimité étatique de l'Ukraine. Ce pays connaît une longue histoire d'oppression politique et culturelle par la Russie. C'est précisément la guerre de l'histoire déclenchée par Poutine contre l'Ukraine qui constitue l'antécédent sous-jacent aux massacres récents de la population civile ukrainienne. En fait, cette guerre de l'histoire présente tous les crimes de guerre commis par l'armée russe en Ukraine comme de l'autodéfense légitime contre un agresseur nazi.

L'aversion de Poutine à l'égard de la démocratie libérale, son évocation de l'humiliation, voire de l'anéantissement de la Russie par l'Occident, ne peuvent être comprises que dans le contexte du «traumatisme post-impérial» (Sergueï Medvedev). En 2014, avec l'annexion de la Crimée et l'occupation de certaines parties du Donbass, Poutine a montré qu'il n'était disposé à accepter ni l'orientation de l'Ukraine vers l'Occident, ni sa souveraineté étatique. Son obsession pour l'Ukraine ne peut être appréhendée que dans le contexte de la perte de l'empire soviétique. Pour l'élite du régime le retour à la grandeur antérieure semble être un objectif politique en soi.

Les déclarations de ces dernières semaines des propagandistes fidèles

au Kremlin ne laissent aucun doute: la «dénazification» demandée par Poutine aboutit à une «désukrainisation», à l'anéantissement de l'Ukraine en tant que nation et Etat souverain. Ce qui nous ramène à deux aspects de la propagande poutinienne de l'histoire russe. D'une part, il ne peut y avoir de nation ukrainienne. Selon Poutine, tous les habitants de l'Ukraine, qu'ils soient russophones ou non, font partie d'un seul monde russe, c'est-à-dire de l'unité de tous les russophones, liés par une langue et une histoire commune. D'autre part, l'ennemi ukrainien, dit «nazi», doit être détruit parce qu'il menace la survie du peuple russe. Poutine et ses acolytes réécrivent tout simplement le passé et le présent, afin de pouvoir justifier la guerre en invoquant des raisons ethno-nationalistes.

Poutine a lui-même présenté la prévention d'un génocide présumé de la population russe dans le Donbass comme la raison principale de l'intervention militaire en Ukraine. Ce raisonnement renvoie à un point de référence historique fondamental: la Seconde Guerre mondiale, présentée en Russie comme la «grande guerre patriotique», pilier idéologique du régime de Poutine. La guerre de l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique est connue comme une guerre d'extermination raciste. C'est le génocide originel auquel se réfère aujourd'hui l'accusation de génocide de Poutine. La référence historique est toujours 1941 et l'attaque de la Wehrmacht contre l'Union soviétique. La formule de la «dénazification» de l'Ukraine ne s'explique que par les réalités de la propagande soviétique de l'après-guerre.



NICOLAS HAYOZ, JENS HERLTH ET SIEGFRIED WEICHLIN*

La propagande russe se rattache au récit héroïque d'une guerre du bien contre le mal, où il s'agit de préserver l'existence de son propre peuple

Avec la notion de génocide, la propagande russe se rattache au récit héroïque d'une guerre du bien contre le mal, où il s'agit de préserver l'existence de son propre peuple. Qui-conque relativise ou remet en question cette victoire face au mal absolu du national-socialisme devient lui-même un nazi et doit être puni.

Depuis les événements de Boutcha, il est clair que les soldats de l'armée russe ont commis de terribles crimes de guerre. Ceux qui, selon les déclarations officielles de la Russie, avaient pour but d'éviter un génocide, sont à présent soupçonnés d'en avoir commis un. Bien entendu, ce n'est pas non plus un problème pour la propagande russe. Selon celle-ci, les morts de

Boutcha ont été déposés par des unités ukrainiennes, dans l'optique de justifier le futur génocide du peuple russe, planifié de longue date par l'Ukraine et «l'Occident collectif». Avec leur rhétorique d'exclusion et de déshumanisation, Poutine et ses propagandistes restent dans le cadre de la pensée nazie et la retournent pour défendre l'Union soviétique.

Les légistes et les historiens devront déterminer si les atrocités commises à Boutcha et ailleurs doivent vraiment être qualifiées de génocide. Or, ce qui peut déjà être observé c'est que cette guerre brutale révèle une violence sans limite et une déshumanisation de grande envergure. De telles tendances ont depuis longtemps envahi la société russe post-soviétique.

La population russe subit aujourd'hui plus que jamais une intense propagande diffusée surtout par les programmes de la télévision étatique. Ce qui explique l'ampleur du soutien apporté à la stratégie de Poutine et à sa guerre. Ce sont surtout les personnes avec peu d'éducation et les personnes plus âgées des provinces qui sont les plus réceptives à la propagande du régime et qui croient que des nazis manipulés par l'Occident sont au pouvoir en Ukraine. Cependant, à Moscou, une majorité de la population s'oppose à la guerre. Toutefois rien n'indique pour le moment un sentiment anti-guerre généralisé dans l'ensemble de la population. La répression et le lavage de cerveau propagandiste du régime déterminent la perception de la plupart des Russes.

L'Etat hypertrophique contrôle la société en limitant ce qui peut être

dit, en s'imposant par la répression et en mobilisant par sa propagande ethno-nationaliste. Cette mobilisation est efficace, comme en témoignent de nombreuses manifestations apparemment spontanées de soutien à la guerre en Ukraine. On pourrait parler ici d'une société civile «non civile», des activités de soutien par des masses manipulées par le pouvoir politique et son discours incendiaire. Ainsi, les traités présumés sont marqués du symbole Z ou sont attaqués physiquement. Les institutions éducatives et culturelles participent à des chorégraphies «Z» pour montrer le soutien inconditionnel du pays aux soldats en Ukraine. Quant à la société civile réelle, celle des activistes pour les droits de l'homme et de l'opposition contre Poutine, elle est opprimée et marginalisée depuis longtemps. Tous ces aspects traduisent une ambition totalitaire de la propagande du régime qui implique que seul le Kremlin est autorisé à définir ce qui est vrai ou faux et qui est en train de dépolitiser la société russe. Si en Russie certains courageux parlent de la responsabilité que les citoyens de ce pays doivent assumer pour les crimes commis dans cette guerre, il s'agit là d'une petite minorité qui se voit de plus en plus menacée. Toujours est-il que les Russes devront un jour faire face aux terribles événements en Ukraine. ■

*Nicolas Hayoz est professeur de science politique à l'Université de Fribourg. Jens Herlth professeur de littérature slave à l'Université de Fribourg et Siegfried Weichlein professeur d'histoire contemporaine européenne et suisse à l'Université de Fribourg.

Les pays africains entre pragmatisme et pilatisme

OPINION

L'Afrique a surpris le monde à New York le 2 mars dernier. Son poids parmi les pays abstentionnistes à l'Assemblée générale des Nations unies restera l'un des marqueurs du conflit ukrainien. Nonobstant le vote de plus de 140 pays en faveur de la résolution contre l'offensive russe en Ukraine, un pays africain, l'Erythrée, a voté contre, à l'image de la Russie, la Biélorussie, la Corée du Nord et la Syrie. Malgré le caractère inédit de ce conflit, près de la moitié de l'Afrique diplomatique s'est montrée abstentionniste, en s'interdisant de condamner la Russie. Comment interpréter ce choix?

La première raison est liée au retour en force de la Russie en Afrique. Elle étend de plus en plus son influence en Afrique subsaharienne en renforçant sa coopération militaire. En fin 2019 par exemple s'est tenu le premier sommet Russie-Afrique. La Russie en a profité pour exposer son meilleur atout: son industrie de l'armement. A cette période, l'Afrique en proie à des problèmes de sécurité liés au djihadisme représentait pas moins de 40% du volume de commandes d'armes et d'équipements militaires de la Russie, selon la société publique russe chargée des ventes d'armements. La Russie se présente comme une alternative à l'influence occidentale en Afrique subsaharienne en venant au secours de certains pays en mal de sécurité sur leur territoire pour des raisons de terrorisme ou de rébellion. Si certains qualifient la démarche russe d'opportuniste, en estimant qu'elle se présente généralement comme une alternative sur des espaces où des forces occidentales sont de moins en moins présentes ou en difficulté, ils oublient l'argument historique.

En effet, dans le cadre du soutien des mouvements nationalistes de luttes de libération des peuples coloniaux et de nouveaux Etats indépendants, un certain nombre de pays africains avaient noué des relations avec l'ex-URSS. C'est d'ailleurs à l'initiative de cette dernière à l'Assemblée générale des Nations unies que la



BRICE NKOUMOU NGOA
POSTDOCTORANT AU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE POLITIQUE, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

MICHELE BOLO MBALA
CHERCHEUSE AU DÉPARTEMENT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Parmi les pays neutres vis-à-vis de l'invasion russe, on retrouve plusieurs régimes autoritaires, en froid avec certains pays occidentaux

résolution 1514 ou la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux avait été adoptée malgré l'abstention des puissances occidentales et/ou coloniales telles que la Belgique, la France, l'Espagne, les Etats-Unis, le Portugal ou le Royaume-Uni. Ce souvenir historique nourrit en Afrique une partie de l'opinion publique qui perçoit la Russie comme un pays plus en phase avec sa volonté de s'émanciper du joug des puissances occidentales et/ou coloniales.

Si l'on se réfère même à l'histoire récente dont nombre de pays africains se souviennent avec amertume, la Russie n'a pas fait partie des opérations militaires récentes sur le continent africain, lesquelles ont contribué à l'humiliation ou l'assassinat de certains leaders nationalistes ou panafricanistes. Le cas le plus indélébile est celui des bombarde-

ments de la Libye en 2011 effectués par une intervention militaire internationale, lancée par le biais de pays occidentaux (France, Royaume-Uni et Etats-Unis), malgré les multiples voix africaines opposées à une guerre qui a occasionné la mort du colonel Kadhafi et fait entre 30 000 et 50 000 morts selon le bilan officiel annoncé par le conseil national de transition. En Côte d'Ivoire aussi, l'intervention militaire française et de l'ONU ayant conduit à la destitution et l'arrestation de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo a tristement marqué l'esprit des opinions publiques africaines.

La dernière explication pourrait être géostratégique. En effet, plusieurs pays africains ont souvent préféré la stratégie du non-alignement lors des conflits impliquant les grandes puissances économiques et militaires mondiales. Certains pays particulièrement fragiles, dont la survie du système dépend de leurs multiples alliances extérieures, utiliseraient donc la stratégie du non-alignement comme une option prudente et rassurante. Parmi les pays neutres vis-à-vis de l'invasion russe, on retrouve par exemple plusieurs régimes autoritaires, en froid avec certains pays occidentaux, mais qui bénéficient du soutien international russe.

La stratégie abstentionniste est donc complexe et multifactorielle chez les pays africains. Elle n'est pas réductible à la montée en puissance de l'influence diplomatique russe ou à la détestation primaire des Occidentaux. Elle est davantage une façon pragmatique pour ces pays de sauvegarder leurs intérêts vis-à-vis des grandes puissances du monde. Cette lecture peut également être faite sur les liens nourris des pays africains avec un pays comme la Chine, qui s'est abstenue de condamner la Russie et qui connaît une forte pénétration en Afrique, mais davantage dans le domaine des relations économiques et commerciales, bousculant parfois les assises des puissances coloniales traditionnelles. ■

Pourquoi Zelensky ne coupe-t-il pas le gaz de Poutine?

CONTINUONS LE DÉBAT

FRÉDÉRIC KOLLER
RESPONSABLE DES PAGES DÉBATS

SUR LES BLOGS

Quand réformer est une nécessité

«Si les milieux économiques, les Chambres fédérales, les cantons, mais aussi les partis de droite et du centre soutiennent le projet de réforme de l'impôt anticipé, ce n'est pas avec légèreté», écrit sur son blog Claudine Amstein, directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie. A lire sur le site du «Temps».

www.letemps.ch/blogs

C'est l'une des énigmes de cette guerre. Zelensky appelle les Européens à stopper leurs importations d'hydrocarbures russes pour assécher les finances de Poutine. Les Européens menacent Poutine de renoncer à son charbon aujourd'hui, à son pétrole demain et à son gaz après-demain s'il ne stoppe pas ses bombardements. Et Poutine menace à son tour les Européens de leur couper le gaz, dont 40% vient de Russie, s'ils continuent d'armer Kiev... Alors pourquoi le gaz russe circule-t-il toujours? On comprend les Européens qui craignent une explosion des prix de l'énergie et la grogne sociale. On comprend Moscou qui a besoin de ses revenus européens. Mais l'Ukraine, bombardée quotidiennement, pourquoi ne la coupe-t-elle pas d'elle-même pour précipiter l'effondrement de l'économie russe? Pourquoi ne ferme-t-elle pas les pipelines qui traversent son territoire? Cela paraît simple. Interrogé dans LeMatin Dimanche, le conseiller économique du président ukrainien, Alexander Rodnyansky répond: «D'abord, ça n'amènerait pas grand-chose, parce qu'il existe d'autres pipelines. Ensuite, nous sommes un partenaire fiable de l'Ouest. Nous ne sommes pas la Russie. Nous n'agissons pas juste pour faire des dégâts chez les autres.» Le conseiller confirme que la Russie continue de payer à Kiev ses commissions pour assurer le transit (c'était 1,3 milliard de dollars en 2021, soit 2,6% des recettes de l'Etat). Il précise qu'en matière d'embargo, le pouvoir ukrainien prône en réalité des taxes douanières plus élevées sur le gaz et le pétrole russes car «cela réduirait fortement les marges bénéficiaires des Russes et le financement de la guerre deviendrait plus difficile». Alors, hypocrisie que toutes ces déclarations intempestives? Il y a des postures, de la communication et le bon usage des pressions de la part de Zelensky. L'équation du gaz russe en Europe ne se peut se résoudre en quelques mois. Mais la véritable hypocrisie n'est-elle pas d'en faire le reproche au président ukrainien? ■